Branche écoles

Section Marne

03.26.88.25.53 - 51@se-unsa.org

www.se-unsa.org

SE-UNSA FLASH ÉCOLES

12 janvier 2007

Toute l'équipe du SE-UNSA de la MARNE vous adresse ses meilleurs vœux pour 2007. Qu'elle vous soit agréable personnellement, mais également riche pour nous tous, en conquêtes syndicales et en manifestations d'esprit de solidarité.

Menu du jour :

1- Action ISSR/bilan
2- Grammaire
3- Rentrée 2007
4-Négociations salariales dans la Fonction Publique
5- Orientation des élèves

1- Action ISSR / bilan action 11 janvier :

Bilan de la journée de grève de ce mercredi 11 janvier. Une cinquantaine de collègues sont venus manifester devant le rectorat. Nous avons été reçus par le Recteur. Celui-ci nous a dit qu'il ne reviendrait pas sur l'application de la circulaire, « dictée par une décision de justice ».

2- Grammaire : Démagogie conjuguée à tous les temps !

A la lecture de la circulaire du ministre de l'Education nationale sur l'enseignement de la grammaire, **les enseignants qui, dans leurs classes, n'ont pas attendu M. de Robien pour faire leur travail, n'apprendront rien de nouveau !**

Alors à quoi sert une circulaire n'affirmant que des généralités, et renvoyant, pour l'essentiel, à des ajustements de programmes encore en chantier ? La montagne a accouché d'une souris.

Il reste que le ministre, par ses **propos publics outranciers**, continue une désinformation constante de l'opinion. En laissant croire que, enfin grâce à lui, les enseignants allaient désormais apprendre à leurs élèves à lire il y a un an, à faire de la grammaire aujourd'hui, et à calculer dans quelques semaines, **il dévalorise le travail de ceux qu'il devrait au contraire défendre et soutenir.**

Le SE-UNSA dénonce la méthode qui consiste à jeter le trouble dans l'opinion sur leurs compétences professionnelles.

Le ministre s'affiche une fois de plus en donneur de leçons alors que cette circulaire n'a donné lieu à :

- aucune concertation préalable,
- aucun constat objectif des conditions actuelles de cet enseignement dans les classes,
- aucun débat sur les conclusions du rapport Bentolila.

Elle est publiée sans attendre les résultats des travaux du groupe d'experts nommé par le Ministre lui-même qui semble avant tout préoccupé par une communication à visée électoraliste.

Les enseignants attendent autre chose de leur Ministre !

3- Suppressions de postes/rentrée scolaire 2007 : Asphyxie confirmée !

Le ministre de l'Education nationale a présenté au comité technique paritaire ministériel du 11 janvier son projet de répartition des moyens pour la rentrée 2007.

459 créations d'emplois d'enseignants pour les écoles primaires, **5516 suppressions pour les collèges et lycées** : c'est dans ces conditions que s'organise la rentrée dans l'enseignement public.

Dans le 1er degré, l'évolution prévue des effectifs passe, fort opportunément, de 39 500 en juin à 24 000 en décembre… Même ainsi, le ministère ne consent, en moyenne, qu'à **1 création pour 48 élèves** supplémentaires ! Dans le même temps, 300 emplois d'intervenants en langue vivante sont supprimés.

Nouveaux reculs de l'accueil en maternelle, classes surchargées, fonte de la formation continue, inexistence des moyens pour le soutien scolaire individualisé, voici quelques conséquences prévisibles de cette rentrée prévue au chausse-pied.

Dans le 2nd degré, les retraits se cumulent :

- **2002** emplois supprimés au prétexte des évolutions démographiques ;
- **3058** équivalents temps plein au titre de la révision des décharges statutaires ;
- **456** postes sont redéployés pour permettre la mise en place d'UPI et de classes relais.

Les lycées d'enseignement général et technologique seront particulièrement touchés : au recul démographique s'ajoute l'effet des modifications liées aux décharges statutaires. Les restrictions de moyens risquent de déstabiliser plus encore les petites structures, notamment en collèges et lycées professionnels. Par ailleurs, avec 300 000 heures supplémentaires effectives en moins, nombre d'activités pédagogiques de soutien des élèves seront réduites à néant.

Affaiblissement du réseau d'enseignement public, dégradation des conditions de travail, réduction de l'offre de formation, amoindrissement des dispositifs d'aide aux élèves, voici la rentrée programmée pour 2007 !

Pour le SE-UNSA, ces conditions sont inadmissibles. Il l'a affirmé au CTPM du 11 janvier. Mais au-delà, le syndicat estime que l'heure est à l'organisation de la riposte.
Pour lui, la mobilisation doit se construire au plus près du terrain, en associant les enseignants aux autres personnels de l'Education, aux parents et aux lycéens. Elle doit se nourrir des projets concrets de carte scolaire, connus dans les départements et académies dans la deuxième quinzaine de janvier. Le **SE-UNSA** souhaite qu'elle débouche sur une journée nationale d'action, décidée unitairement ….Les fédérations se sont donc réunies suite au CTPM, ce qui a donné lieu aux réactions suivantes :

Communiqué interfédéral :

Les Fédérations de l'Education **FAEN, FERC CGT, FSU, SGEN CFDT**, **UNSA-EDUCATION** se sont réunies le 11 janvier.

L'ampleur des suppressions de postes confirmées au CTPM aujourd'hui, qui se cumulent à celles des années précédentes va entraîner des mesures particulièrement préjudiciables à la réussite de nos élèves.
Elles s'ajoutent aux attaques répétées contre nos métiers et à la dégradation des conditions de travail.

Les Fédérations appellent leurs organisations locales à se rencontrer rapidement pour construire, ensemble, dans chaque école, établissement, service, département et académie, **les mobilisations nécessaires à une riposte proportionnée à ces attaques et à définir les modalités d'action appropriées.**
Elles mettent en perspective dès aujourd'hui une journée nationale d'action début février, pouvant aller jusqu'à la grève

Académie de Reims : 72 postes en moins dans le premier degré et 7 postes d'intervenants extérieurs en langue

4-Négociations salariales dans la Fonction Publique : communiqué du 10 janvier 2007

Les fédérations de fonctionnaires CGT, FO, FSU, CGC, UNSA ont remis aujourd'hui plus de 100000 pétitions au ministère de la Fonction Publique **pour réclamer à nouveau l'ouverture de négociations salariales.**

Elles ont été reçues par le chef de cabinet du ministre à qui elles ont rappelé leur demande sans recevoir de réponse. Elles ne sauraient s'en satisfaire.
Il est urgent que le gouvernement entende les revendications portées par des organisations qui représentent plus de 80% des agents.

C'est pourquoi les fédérations CGT, FO, FSU, CGC, UNSA sont décidées à amplifier l'action et envisagent une nouvelle initiative dans la semaine du 5 au 9 février, portant sur les salaires, l'emploi public, les conditions de travail et les services publics.
Elles conviennent de se revoir le 17 janvier pour en arrêter la date et les modalités.

5- Orientation : La poudre aux yeux de notre ministre !
De Robien annonce la mise en œuvre de mesures sur l'orientation (discours du 10/01/07). **Ces propositions ne sont pas à la hauteur des besoins et ne sont accompagnées d'aucun moyen**. Expression du syndicat sur ces mesures. Pour en savoir plus : → **http://sections.se-unsa.org/51**

Notre site internet départemental: **http://sections.se-unsa.org/51**

Notre site internet national : www.se-unsa.org

Vos contacts au Se-UNSA :

Céline ROBCIS
Titulaire élue à la CAPD
Permanence à la section le **jeudi**
06 89 89 79 59

Aline GEERAERTS
Secrétaire 1er degré
Permanence à la section le **vendredi**
06 30 41 57 32

Jean-Michel ALAVOINE
Responsable Jeunes Enseignants
Permanence à la section le **lundi**

Michel CHAVALLARD
Secrétaire départemental du **SE-UNSA** Marne
Permanence **tous les jours**
03.26.88.25.53

Les infos pratiques, l'actualité sur http://sections.se-unsa.org/51

Vous aimeriez recevoir ce flash-info sur votre mail perso ? envoyez nous un message à 51@se-unsa.org
Le SE-UNSA ne vit et ne peut vous informer que grâce aux cotisations de ses adhérents. Soyez solidaires, n'hésitez pas à nous rejoindre.

SE-UNSA Marne Maison des Syndicats, 15, bd de la Paix , BP 149 51055 REIMS cedex
☎ **03.26.88.25.53** Fax : 03 26 40 92 78 **51@se-unsa.org**